

7 Jours

Filpac CGT

N°201 – samedi 3 mars 2012

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin – gersin@filpac-cgt.fr – Antoine Peillon

Pour les banquiers, c'est tous les jours Noël. La Banque centrale européenne, conçue à leur service, leur a prêté à 1% deux fois 500 milliards d'euros depuis le 21 décembre 2011. 800 banques ont pris l'oseille et l'ont fourré dans leurs coffres. Laissez, chers amis, la facture de la crise, c'est pour nous. A la, à la santé des banquiers...

Comme ça ne suffit pas, le 2 mars, les Etats à leur service ont inventé un « mécanisme européen de stabilité », voté par l'UMP au parlement français. Une société est ainsi créée au Luxembourg pour gérer les fonds que les gouvernements apporteront pour garantir les banques contre la faillite. La France de Sarkozy ? Elle amène, en notre nom, 143 milliards d'euros. Laissez, c'est nous qui paierons la facture. D'ailleurs ça tombe, Dexia est en faillite, pour 90 petits milliards...

A nous on nous sert que « nous vivons au dessus de nos moyens » et qu'il nous faut « rembourser les dettes » dues à des dépenses publiques trop grandes. Et vlan sur la Sécu, l'emploi et les salaires.

La crise va survivre, c'est bien pour ça que la bataille pour refuser de payer leurs dettes, leur crise, ne fait que commencer. Courage, ne fuyons pas !

Plus un titre de presse, plus un emploi sur le carreau Paris Normandie, une frontière infranchissable !

D'obscurs tripatouillages de l'héritier de l'empire de feu Robert Hersant, réfugié en Suisse où il prospère dans la presse et l'opulence, mettent en péril les titres quotidiens de Normandie, Paris Normandie et la Presse havraise.

Le scénario concocté par le pool bancaire de créanciers, le racheteur Voix du Nord-Rossel, coraqué par le Crédit Agricole, prend une allure insupportable :

- Un tribunal de commerce, institution de commerçants pour régler leurs querelles de boutiques, se déclare compétent pour s'occuper des affaires d'information.
- Un étrange, soudain et sournois dépôt de bilan fait apparaître une longue entente entre la direction de Paris Normandie et les syndics de liquidation.
- Par dessus le marché, tout ça devrait se régler dans les six semaines, avant le 1^{er} tour de la présidentielle, terrain de jeu et champ de manoeuvre de Philippe Hersant.
- Le même Philippe H. veut se joindre à La Voix du Nord, mais garder un pied dans l'ensemble constitué. Pour ça, il apporterait en gage de sa foi de patron les licenciements dans la corbeille de mariage avec Rossel-Voix du Nord.



C'est inadmissible, aussi prenons les moyens de ne pas l'admettre ! Voici ce que la Filpac propose, et qu'elle a avancé le jour du meeting à Rouen :

1. Appliquons le pacte national de solidarité

Les messages de soutien affluent des papeteries voisines, mais aussi de toute la presse quotidienne, ou presque. C'est bien, c'est nécessaire, réjouissant, et ça fait chaud au cœur. Mais la solidarité en acte, c'est encore mieux !

La Filpac CGT appelle dans les jours qui viennent à prendre toutes initiatives de façon à créer une situation de règlement du sort de Paris Normandie et de la Presse havraise dans un cadre national de négociation. Cette négociation doit être publique, lumineuse, contrôlée par les premiers intéressés, les salariés eux-mêmes. Elle doit donc fuir les couloirs, les arrière-salles de restaurant ou les coups de téléphone furtifs.

Pour imposer cela, la mobilisation doit être portée à un tout autre niveau : c'est en cela que Paris Normandie et la presse havraise doivent devenir une frontière infranchissable :

- Non au règlement hâtif par un déballage au tribunal de commerce où la presse n'a rien à faire.

- Halte à l'opacité des opérations bancaires et des ententes d'initiés.
- Oui à une manifestation franche et massive de toute la presse, dont le sort mérite mieux que les Pougatchev (France Soir), Valérie Decamp (La Tribune), que les Philippe Hersant, auteur de licenciements records à la Comareg, qui relèguent Michel Lucas lui-même (Crédit Mutuel) au rang de dictateurs secondaires !

Tenons-nous prêts à organiser une solidarité nationale, toutes presses confondues, avec toutes les autres entreprises concernées, pour faire converger l'action vers Paris Normandie. Il n'existe aucune autre priorité de l'heure que celle-là.

2. Un règlement par une négociation nationale

Nous connaissons tous la capacité infinie de manoeuvres pour éviter une négociation franche, réelle et sérieuse, où les pouvoirs publics, le patronat et les salariés représentés par leurs organisations syndicales confrontent leurs solutions.

L'ordinaire du paritarisme d'hier a muté en une extraordinaire brutalité, où la faculté des syndicats à représenter les salariés et leurs intérêts est niée par des mécaniques dilatoires.

Oui, la presse quotidienne d'informations puise sa légitimité dans la démocratie et la liberté de circulation des opinions et des idées. C'est bien cela qui est visé, à l'heure où Bouygues, Bolloré, Bernard Arnault, Lagardère, Dassault, Seydoux, le Crédit Mutuel, contrôlent la presse, la radio et la télé. Pour Internet, les géants que sont Google, Microsoft, Facebook, Cisco et quelques autres se répartissent le gâteau.

Alors, imposons pour Paris Normandie et la Presse havraise un lieu de respect, de dignité, où l'information, sa défense et ses emplois sont au centre, en lieu et place des pools bancaires et des opérations capitalistiques.

3. Dans la perspective des législatives toutes proches, il faut une loi pour mettre l'information à l'abri des banquiers et des industriels !

Il y a urgence.

Les déclarations du président du Crédit Mutuel contre l'emploi dans les titres qu'il a achetés, la guerre sauvage qui règne dans la distribution, les perspectives de concentration des centres d'impression, l'impunité dont jouissent les fournisseurs d'accès à Internet comme les puissants banquiers et industriels l'imposent : Avec celles et ceux qui le veulent, nous devons rédiger et faire adopter une loi fondamentale sur l'information, qui comporte des garanties légales à toutes formes de presse contre les ingérences, empiètements et prises de contrôle du grand capital.

Il s'agit de redonner vie à des références fondamentales pour nous, l'indépendance de l'information et des sociétés qui y travaillent à l'égard des pouvoirs politiques, financiers industriels, tant pour le numérique que pour le papier.

Il s'agit de rendre à l'attribution des aides leur véritable dimension

- privilégier et stimuler la création éditoriale et ses moyens industriels nécessaires
- développer le lectorat, et non subventionner les opérations capitalistiques réservées aux grands groupes financiers et industriels.

Il s'agit en somme de sauver le pluralisme, pas davantage garanti sur le numérique ou sur le papier par un marché hors de portée de la loi.

Dans cette démarche dont l'horizon se situe aux législatives du printemps prochain, la Filpac CGT propose de manière indissociable l'adoption d'un statut du travailleur salarié de l'information, qui mette l'emploi de toutes et tous à l'abri des pulsions du marché.

Paris Normandie et la Presse havraise doivent devenir le drapeau de la défense de l'information et de ses emplois. Nous ne nous résignerons jamais à l'entreprise de destruction des titres, de fusions et de restructurations permanentes commanditées par l'Élysée pour parvenir à ce que ne subsiste qu'un seul « champion national », comme l'a ordonné le président-candidat. Sauvons Paris-Normandie et la Presse havraise de la débâcle libérale. C'est le mot d'ordre de toute la Filpac CGT, et de toutes les autres forces qui veulent se joindre à cet objectif. Organisons un front uni de toutes et tous pour atteindre cet objectif.

